



UN LIBRARY

A/CONF. 94/24

CONF. 8-100

UN/CA COLLECTION

CONFÉRENCE MONDIALE DE LA DÉCENNIE DES NATIONS UNIES POUR LA FEMME:

Egalité, développement et paix

**Copenhagen, Danemark
14-30 juillet 1980**

**LA SITUATION DES FEMMES REFUGIEES DANS LE
MONDE ENTIER**

**Rapport établi par le Haut Commissaire des
Nations Unies pour les réfugiés**

Point 9 c) de l'ordre du jour provisoire

80-13203 7372E (F)



TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
INTRODUCTION	1 - 14	1
I. PROTECTION INTERNATIONALE.....	15 - 19	4
II. ASSISTANCE	20 - 65	6
A. <u>Secours d'urgence</u>	21 - 22	6
1. Nutrition	23 - 28	6
2. Santé	29 - 37	7
B. <u>Solutions durables</u>	38 - 65	9
1. Rapatriement volontaire	38 - 42	9
2. Intégration sur place	43 - 61	10
a) Intégration dans les villes	45 - 51	11
b) Intégration dans les zones rurales ...	52 - 58	12
c) Possibilités en matière d'éducation ..	59 - 61	14
3. Réinstallation	62 - 65	14
III. AIDE AUX PERSONNES DEPLACEES	66	16
IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	67 - 70	17

LA SITUATION DES FEMMES REFUGIEES DANS LE MONDE ENTIER

INTRODUCTION

1. Lors de sa trente-quatrième session, l'Assemblée générale a adopté la résolution 34/161 dans laquelle elle priait le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés de présenter un rapport sur la situation des femmes réfugiées dans le monde entier à la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme. Le présent document a été établi en réponse à cette demande, son objectif est double : identifier les problèmes particuliers des femmes réfugiées et recommander les mesures à prendre pour les résoudre.

2. Les fonctions de Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, telles qu'elles sont définies par le Statut du Haut Commissariat adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 428 (V) du 14 décembre 1950, consistent à fournir une protection internationale aux réfugiés et à rechercher des solutions permanentes à leurs problèmes. Le HCR offre sa protection et son assistance à tous les réfugiés indépendamment de leur sexe, de leur âge, de leur religion ou de leurs opinions politiques. Afin de garantir que tous les réfugiés bénéficient d'un traitement juste et équitable, le HCR a de tout temps élaboré des programmes spéciaux en vue d'aider les groupes vulnérables de réfugiés tels que les femmes, les enfants, les personnes âgées et les handicapés. A l'heure actuelle, sur les milliers de réfugiés et de personnes déplacées dont s'occupe le Haut Commissaire, les femmes constituent la majorité de la population adulte réfugiée. Dans certains pays, les femmes et les enfants représentent jusqu'à 90 p. 100 du nombre des réfugiés. Toutefois, ce n'est pas uniquement en raison de leur nombre que le HCR a estimé qu'il fallait consacrer une étude à la situation difficile des femmes réfugiées. C'est aussi parce que les femmes jouent un rôle central au sein de la famille et que les problèmes qui les affectent ont des répercussions directes sur le reste de la famille.

3. Le Haut Commissariat a été créé le 1er janvier 1951 et, au départ, il s'occupait essentiellement des problèmes de réfugiés qui se posaient alors en Europe. Par la suite, ses activités humanitaires se sont étendues aux réfugiés dans tous les autres continents.

4. L'assistance du HCR est financée à l'aide des contributions volontaires de la communauté internationale. Le nombre des réfugiés n'ayant cessé de croître dans le monde entier, le montant des ressources dont a besoin le HCR pour financer ses programmes a quadruplé de 1975 à 1980. Pour 1980, le programme d'assistance du HCR, qui vise à répondre aux besoins de millions de réfugiés, de personnes qui rentrent dans leur pays ou qui sont déplacées, disposait au départ d'un budget approuvé de 234 millions de dollars des Etats-Unis; toutefois, vu l'évolution de la situation des réfugiés au cours des derniers mois, le HCR aura besoin cette année de plus de 500 millions de dollars des Etats-Unis pour exécuter plus de 500 projets dans quelque 60 pays sur les cinq continents.

5. Compte tenu des objectifs de la Décennie des Nations Unies pour la femme, le HCR a commencé à étudier de manière systématique les problèmes des femmes réfugiées. Le présent rapport constitue un premier effort pour identifier ces problèmes. Il est fondé que les réponses à un questionnaire envoyé par les bureaux

/...

nationaux du HCR et sur les renseignements obtenus lors de missions en Afrique et en Asie effectuées expressément à cette fin, missions au cours desquelles des consultations ont eu lieu avec des représentants des autorités locales, du personnel médical, des travailleurs sociaux, d'organismes bénévoles et des femmes réfugiées elle-mêmes.

6. Autrefois, les femmes ne recevaient pas d'assistance autre que celle qui était normalement fournie à l'ensemble des réfugiés; ce n'est que dans certains cas que des dispositions spéciales ont été prises pour répondre à leurs besoins particuliers. Toutefois, il est évident que pour répondre aux besoins des femmes de manière juste et équitable, il faut maintenant adopter des méthodes expressément conçues à cette fin.

7. Un grand nombre de problèmes sont communs à tous les réfugiés, femmes et hommes. Toutefois, tant pendant la phase initiale de l'exode et de l'asile que pendant le processus d'intégration, les femmes réfugiées ont tendance à souffrir davantage de leur déracinement et du changement radical de leur mode de vie.

8. Dans la plupart des sociétés, la division des rôles entre les hommes et les femmes est encore bien établie. Les hommes appartiennent au monde de la production; ils sont généralement salariés ou sont employés dans la production de produits de subsistance ou de produits commercialisables. Les femmes - même celles qui travaillent - sont essentiellement responsables de la famille; elles consacrent toute leur vie à leur foyer qui est souvent leur seul horizon.

9. Toutefois, dans de nombreuses sociétés rurales, les femmes travaillent aux côtés des hommes dans l'exploitation familiale. Il arrive même, lorsque les hommes travaillent à l'extérieur, que les femmes se chargent à elles seules de tous les travaux agricoles. En exil, les femmes perdent généralement leur statut de travailleurs : elles deviennent pour la première fois entièrement dépendantes de leur mari (qui se trouve lui-même aussi dans une situation de dépendance) et de l'assistance extérieure.

10. Le rôle des femmes à la maison est complètement bouleversé lorsque le foyer disparaît. Les femmes doivent continuer à s'occuper des enfants, à faire le ménage et la cuisine et à aller chercher de l'eau et les combustibles, mais dans un environnement qui leur est étranger, où les ressources sont rares et où elles ne bénéficient souvent pas du soutien de la famille élargie. Le bien-être de la famille dépend plus que jamais de la capacité des femmes de s'adapter et de s'acquitter de leurs tâches ménagères. Si la maladie ou la malnutrition les en empêche, c'est toute la famille qui en pâtit, ce qui ne fait qu'aggraver leurs propres souffrances. Ne pas fournir d'aide aux femmes réfugiées peut donc avoir des répercussions catastrophiques sur la famille tout entière.

11. En outre, le rôle des femmes au sein de la famille en tant qu'éducatrices et gardiennes des valeurs culturelles est menacé dans un milieu dont elles ne connaissent pas la langue ni la culture. Privées du rôle d'éducatrices et de la possibilité d'assurer le maintien de la tradition au sein de la famille, les mères risquent de se trouver isolées de leurs enfants qui, grâce à l'école et à leur faculté d'adaptation, éprouvent moins de difficultés à s'intégrer dans leur nouvel environnement culturel.

12. Déjà vulnérables de ce fait, les femmes réfugiées ont d'autres problèmes qui leur sont propres. Dans des situations souvent caractérisées par l'insécurité matérielle, l'absence d'ordre public ou de contraintes sociales, les femmes et les adolescentes se trouvent particulièrement exposées à diverses formes d'intimidation et d'exploitation sexuelles, surtout dans les cas où les femmes réfugiées sont tributaires d'une assistance extérieure dont elles ne sont pas les seules bénéficiaires.

13. Les ressources disponibles étant limitées, la justice sociale exigerait que les femmes et les enfants soient les premiers servis; dans la réalité toutefois, il semble que ce soit l'inverse. Ainsi, si de nombreux problèmes sont communs à tous les réfugiés, les femmes du fait de leur vulnérabilité sociale et physique, sont les principales victimes des privations, de la discrimination et des abus dans les situations de détresse.

14. L'énergie et la force morale dont les femmes réfugiées ont fait preuve dans les situations les plus désespérées sont des qualités qu'il ne faut ni négliger ni minimiser. Si le père est souvent incapable d'assumer à lui seul la responsabilité de la famille, les femmes chefs de famille réussissent remarquablement bien à préserver la cellule familiale. Etant donné le rôle central joué par les femmes réfugiées dans la famille, il est essentiel que la communauté internationale prenne toutes les mesures nécessaires pour les aider à retrouver leur propre estime et la place qui leur revient dans la cellule familiale et dans le groupe social.

I. PROTECTION INTERNATIONALE

15. Le Haut Commissariat assume son rôle de protection internationale de deux façons : en fournissant une protection directe et en entreprenant des activités de promotion. Ces dernières consistent essentiellement à faire des démarches auprès des gouvernements au nom de particuliers ou de groupes bien précis afin de veiller à ce qu'ils soient traités conformément aux normes acceptées à l'échelon international en ce qui concerne des questions telles que l'octroi du droit d'asile; la prévention du refoulement ou de l'expulsion et de la détention abusive; la détermination du statut de réfugié; la délivrance de cartes d'identité, de documents de voyage et de permis de travail. Dans le cadre de ses activités de protection, le Haut Commissariat s'efforce également de faciliter la réunification des familles de réfugiés séparées et de promouvoir le rapatriement librement consenti.

16. Si l'on admet généralement que les femmes constituent un groupe particulièrement vulnérable pour ce qui est des activités de protection directe, il reste beaucoup à faire pour que leurs besoins particuliers soient pris en considération. Cela vaut notamment lorsqu'elles recherchent un pays d'asile et qu'elles sont exposées à des dangers particuliers durant leur fuite et, dans de nombreux cas, dans le pays d'asile envisagé. Ainsi, tant en haute mer que dans les eaux territoriales de plusieurs Etats de l'Asie du Sud-Est, un grand nombre de femmes ont été attaquées par des pirates. Des femmes à la recherche d'un asile, y compris des jeunes filles mineures, ont été victimes de sévices et de viols et ont été ainsi blessées et souvent même tuées ou enlevées au cours de ces attaques. Les Etats de la région se sont efforcés de faire le nécessaire pour empêcher que de tels actes ne se reproduisent mais le problème de la piraterie et de ses conséquences demeurent très grave. Le Haut Commissariat est en rapport constant avec les Etats de cette région et collabore étroitement avec les autorités en vue de prévenir ces incidents tragiques. Il a mis un patrouilleur rapide à la disposition des autorités thaïlandaises pour les aider à assurer la surveillance nécessaire.

17. En outre, le Haut Commissariat a appelé l'attention de la communauté internationale sur ce problème. Tout récemment la Table ronde d'experts asiatiques de la protection internationale des réfugiés et des personnes déplacées organisée à Manille a examiné la question de la protection des personnes ayant fui leur pays en bateau et recherchant un asile. La Table ronde a adopté une déclaration dans laquelle elle a notamment prié instamment les Etats riverains de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour lutter contre les attaques de pirates, pour venir au secours des personnes qui en sont victimes et pour poursuivre les coupables.

18. Le HCR a été invité à se préoccuper des problèmes particuliers de certaines femmes qui cherchent un asile et qui, une fois arrivées dans le pays d'accueil, se trouvent dans une position particulièrement vulnérable et sont exposées à l'exploitation sexuelle, au viol et à la prostitution. Des efforts sont déployés en collaboration avec les autorités locales pour empêcher de tels abus et pour veiller à ce que leurs auteurs soient appréhendés et traduits en justice. Dans nombre de cas, le HCR offre les services d'avocats à cette fin.

19. Les activités de promotion du HCR dans le domaine de la protection internationale consistent notamment à préconiser l'adhésion aux instruments juridiques internationaux relatifs aux réfugiés et l'élaboration de nouveaux instruments internationaux dans ce domaine, ainsi qu'à encourager les Etats à adopter la législation ou les réglementations administratives appropriées pour garantir que les normes définies dans les instruments internationaux relatifs aux réfugiés sont véritablement appliquées. Ces activités exigent que l'on s'efforce de faire plus largement connaître les problèmes particuliers que rencontrent les réfugiés, notamment ceux qui se trouvent dans une situation particulièrement difficile, ainsi que les principes humanitaires énoncés par la communauté internationale dans cet important domaine.

II. ASSISTANCE

20. S'il arrive que les gouvernements demandent au HCR de fournir des secours d'urgence, son assistance vise essentiellement à promouvoir la recherche de solutions durables au problème des réfugiés grâce au rapatriement librement consenti, à l'intégration locale ou à l'installation dans un autre pays.

A. Secours d'urgence

21. Le gouvernement hôte et la communauté internationale se préoccupent tout d'abord de fournir une assistance immédiate notamment sous forme de vivres, d'abris, de couvertures, de vêtements et de services médicaux aux nouveaux arrivés. Afin d'alléger le fardeau du pays hôte, les programmes de secours peuvent être maintenus sous diverses formes pendant quelques années jusqu'à ce que les réfugiés soient en mesure de subvenir à leurs propres besoins.

22. Après avoir quitté leur foyer dans des conditions souvent épouvantables, les réfugiés risquent encore de traverser une période extrêmement difficile entre le moment de leur arrivée et celui de la fourniture des secours en nature. Les femmes, les enfants et les personnes âgées sont invariablement ceux qui souffrent le plus dans ces situations. Habitues à jouer un rôle effacé dans la société, les femmes réfugiées sont peut-être mal préparées à assumer le rôle de chefs de famille sur un pied d'égalité avec les hommes réfugiés ou à traiter avec les autorités. Les femmes chefs de famille et les jeunes filles risquent donc de se trouver à la fin de la queue lors de la répartition des abris, de la distribution des vivres et d'autres produits de base.

1. Nutrition

23. Il ressort des études effectuées par des travailleurs sociaux que même lorsqu'il existe en principe suffisamment de rations de base et de rations complémentaires (réservées aux groupes vulnérables), les femmes et les enfants continuent souvent à souffrir de malnutrition. On a constaté que dans ces cas, le système de distribution, tant à l'intérieur des camps de réfugiés que dans les familles, reflétait les relations socio-économiques discriminatoires existant au sein des groupes de réfugiés.

24. On peut difficilement faire des généralisations en ce qui concerne la distribution des vivres dans les camps, celles-ci variant selon le niveau d'organisation des résidents et les moyens de contrôle dont disposent les autorités. Toutefois, les femmes chefs de famille sont nettement désavantagées lorsqu'il faut faire la queue pendant de longues heures pour obtenir des relations complémentaires et d'autres produits de première nécessité tels que l'eau, les médicaments, etc.

25. On a signalé par exemple que dans un grand camp de réfugiés kampuchéens en Thaïlande, des responsables influents parmi les réfugiés contrôlaient effectivement la distribution des vivres et que les femmes chefs de famille avaient beaucoup de mal à obtenir la part qui leur revenait, alors que dans un petit camp de réfugiés vietnamiens situé dans le même pays, où les réfugiés sont très organisés, les rations de base étaient réparties de façon équitable.

26. Il est difficile de vérifier ou de contrôler l'étape finale de la distribution des aliments au sein de la famille. Toutefois, on a constaté que, traditionnellement, les hommes mangent les premiers, ce qui peut provoquer de graves problèmes de santé pour les autres membres de la famille lorsqu'il y a pénurie de vivres. Le spectacle d'hommes bien nourris aux côtés de femmes et d'enfants sous-alimentés et malades est désormais familier aux responsables des secours. Dans des camps de réfugiés birmans au Bangladesh, par exemple, la distribution d'aliments complémentaires a été entièrement réorganisée en faveur des femmes et des enfants qui souffrent de malnutrition.

27. les groupes de réfugiés vulnérables ne bénéficient généralement de rations complémentaires que quelque temps après l'établissement des rations de base. Ce retard est causé par les problèmes logistiques que pose la mise sur pied d'un programme d'alimentation complémentaire correspondant aux besoins du groupe visé. Toutefois, étant donné les effets désastreux qu'a la malnutrition sur la santé des groupes vulnérables, le HCR redouble d'efforts en collaboration avec le Programme alimentaire mondial pour fournir des aliments complémentaires au moment où les rations de base sont déterminées. Ainsi, la malnutrition grave a causé plusieurs cas d'aménorrhée chez les femmes kampuchéennes qui sont menacées de stérilité si cet état se prolonge; on a décelé des cas moins graves de malnutrition parmi les femmes réfugiées vietnamiennes et afghanes, qui ne pouvaient allaiter leurs enfants que pendant quelques mois, ce qui accélérerait la fin de l'aménorrhée post-partum, en d'autres termes, des femmes qui, en temps normal, auraient allaité leurs enfants pendant deux ans ou plus ne pouvaient plus utiliser leur méthode traditionnelle d'espacement des naissances.

28. En résumé, l'expérience a montré qu'il importe de déterminer très tôt quels sont les besoins nutritionnels prioritaires des groupes vulnérables et qu'il faut mettre sur pied un vaste programme pour veiller à ce que ces groupes aient effectivement accès aux ressources.

2. Santé

29. La plupart des maladies dont souffrent les réfugiés étaient répandues dans leur pays d'origine, mais d'anciens maux (tels que la tuberculose) peuvent ressurgir et de nouveaux (tels que la rougeole) peuvent être mortels pour des personnes souffrant de malnutrition et vivant dans de mauvaises conditions d'hygiène. L'état sanitaire des réfugiés dans les camps dépend d'un grand nombre de facteurs : l'alimentation, l'eau, l'hygiène personnelle, l'hygiène du groupe, les conditions de vie, etc. Des études récentes ont fait ressortir la nécessité d'adopter une approche globale des soins de santé dans les camps de réfugiés : si celle-ci doit être, bien sûr, curative dans la mesure où l'on dispose des moyens nécessaires à cette fin, elle doit surtout être axée sur l'éducation, les aspects sociaux de la santé et l'hygiène du milieu.

30. En Afrique, les organismes gouvernementaux et non gouvernementaux qui collaborent à l'exécution des programmes du HCR ont acquis une vaste expérience du fonctionnement des centres de soins aux mères et aux enfants dans les camps de réfugiés. Ils ont souvent donné des conseils dans les domaines de l'alimentation complémentaire, de la puériculture et de la nutrition.

31. Les femmes ayant la charge des enfants, le HCR met actuellement sur pied un programme à l'intention des enfants kampuchéens dans quatre camps situés en Thaïlande, lequel prévoit des cliniques de pédiatrie, des programmes d'alimentation spéciale pour les enfants de moins de cinq ans, des centres préscolaires, des écoles primaires et des équipements récréatifs. Ce programme permettra certainement d'améliorer aussi la qualité de la vie des mères dans ces camps.

32. Au Pakistan, avec l'assistance du Ministère de la santé, le HCR est en train de créer des dispensaires mobiles à l'intention des femmes. Ces dispensaires seront dotés de médecins et d'agents sanitaires de sexe féminin, les réfugiées afghanes refusant de se faire examiner par des médecins de sexe masculin ou d'utiliser les hôpitaux locaux sauf dans des cas extrêmes.

33. La planification de la famille a été un domaine négligé de la santé des femmes réfugiées, en partie parce que ces services ne sont pas très développés dans les pays d'asile (ou d'origine) et en partie parce que les tabous sociaux et religieux en font une question particulièrement délicate. En outre, le corps médical est divisé quant à la sécurité des méthodes contraceptives, notamment pour les femmes qui souffrent de malnutrition. L'un des effets redoutés est la stérilité permanente. Par ailleurs, une grossesse peut être plus dangereuse qu'un contraceptif pour une femme en mauvaise santé.

34. Des enquêtes effectuées auprès des femmes réfugiées indochinoises ont révélé que celles-ci souhaitaient utiliser des moyens de contraception. Celles qui obtiennent un emploi dans les usines de Hong-kong par exemple trouvent là une nouvelle raison de retarder leur prochaine grossesse. Un organisme bénévole qui assure des services médicaux dans un centre de réfugiés en Indonésie a effectué une enquête chez les femmes de plus de 16 ans. Plus de la moitié d'entre elles ont souhaité recevoir des conseils en matière de planification de la famille. Avec l'accord du Gouvernement indonésien, un programme a été mis en place et intégré aux services médicaux locaux. Au Soudan, il existe deux organismes de planification de la famille qui fonctionnent essentiellement dans les hôpitaux urbains. Bien que limitées, leurs activités bénéficient aux réfugiées aussi bien qu'aux femmes autochtones.

35. Un bon moyen de concevoir la planification de la famille serait, semble-t-il, de consulter d'abord les femmes, au moyen d'une enquête qui fournirait des renseignements complets sur les effets de chaque méthode contraceptive, d'intégrer la planification de la famille à un programme de nutrition et de faire passer un examen médical aux femmes qui souhaitent prendre des contraceptifs. Les femmes réfugiées auraient ainsi connaissance des diverses possibilités qui s'offrent à elles et seraient libres de faire leur choix, même si celui-ci est difficile.

36. La phase des secours d'urgence est incontestablement la plus éprouvante et la plus pénible pour les réfugiés qui traversent une période de transition pleine d'incertitudes, ne sachant pas ce que l'avenir leur réserve. Durant cette période, les centres de secours sont souvent incapables d'offrir des occupations productives. Les hommes peuvent participer à la gestion du centre, construire des habitations et se spécialiser, alors que l'isolement et l'ennui peuvent provoquer un état d'apathie chez les femmes et les amener à se désintéresser des questions d'hygiène ou de salubrité et des soins à donner aux enfants. Dans les cas extrêmes, elles finissent par croire que quoi qu'elles fassent, elles ne parviendront pas à améliorer leur sort ni celui de leur famille.

37. La liste des besoins des réfugiées est longue, mais rares sont les femmes qui participent à l'administration des centres de réfugiés alors qu'une grande partie de l'organisation de ces centres et des services de secours revêt une importance particulière pour elles. Ainsi, il est évident que si elles siégeaient dans des comités sanitaires, les femmes sauraient mieux que les hommes quand il convient de dispenser des soins aux mères et aux enfants. Il faut donc redoubler d'efforts pour permettre aux femmes réfugiées de participer au processus de prise de décision. Outre ses avantages pratiques, cette mesure contribuerait à créer un climat qui permettrait aux femmes de se sentir moins isolées et d'acquérir plus d'assurance et de confiance en elles.

B. Solutions durables

1. Rapatriement volontaire

38. Le rapatriement volontaire est la solution privilégiée au problème des réfugiés et le HCR cherche à l'encourager chaque fois que possible. Ces dernières années, des centaines de milliers de réfugiés ont pu rentrer chez eux. Sur demande, le HCR aide également les réfugiés à se réinstaller une fois rapatriés, comme il l'a fait récemment dans le cadre des programmes destinés aux réfugiés birmans rapatriés du Bangladesh, aux Nicaraguayens rapatriés du Costa Rica et du Honduras, aux Zaïrois rapatriés de l'Angola et aux Zimbabwéens rapatriés du Botswana, du Mozambique et de la Zambie.

39. Toutefois, le rapatriement volontaire peut entraîner lui aussi des problèmes particuliers pour les femmes réfugiées. Il arrive fréquemment que leur logement et leur village aient été détruits, que des parents qui ne s'étaient pas enfuis aient été déplacés à l'intérieur du pays, et qu'elles soient donc privées de l'appui de la famille élargie.

40. En général, les hommes se réadaptent plus rapidement que les femmes. L'insuffisance de possibilités d'emploi pour les hommes pose à l'évidence un problème, dont il est le plus souvent tenu compte dans le programme de réadaptation. L'horizon social des hommes ne se bornant pas au foyer, leur réadaptation dépend moins du rétablissement ou de la reconstitution de la cellule familiale, tellement essentielle pour les femmes. Mais pour les femmes réfugiées qui ont ressenti les privations de l'exil d'autant plus durement qu'elles se souvenaient de leur vie d'antan, trouver leur foyer et les points de repère traditionnels de la vie de famille détruits peut être une expérience traumatisante. Elles ont besoin de temps et d'une assistance spéciale pour organiser leur vie. Au Nicaragua, par exemple, 25 p. 100 des femmes adultes rapatriées étaient des chefs de famille de facto et un petit pourcentage d'entre elles étaient des mères célibataires. Ces familles ont besoin d'une assistance particulière pour que leur réintégration ne se fasse pas plus lentement que celle des autres rapatriés.

41. Une aide matérielle est nécessaire pour permettre aux rapatriés de se réinstaller, de reconstruire leurs maisons, leurs écoles et leurs communautés, et pour leur fournir les semences et les produits alimentaires nécessaires en attendant la prochaine récolte. Aux difficultés auxquelles les femmes se heurtaient dans les camps de réfugiés pour obtenir des secours dans des conditions d'égalité s'ajoutent celles qu'entraîne la dispersion des rapatriés à leur retour.

/...

Les problèmes particuliers des femmes qui sont chefs de famille s'aggravent lorsque l'aide à la réinstallation est basée, comme c'est souvent le cas, sur la présence d'un salarié du sexe masculin dans la famille. La communauté internationale et les organes d'information ont trop facilement tendance à considérer qu'un problème de réfugiés est résolu dès que le rapatriement proprement dit a eu lieu, et à oublier que les femmes en particulier ont parfois besoin pendant un certain temps d'une aide dans des domaines précis.

42. Les programmes du HCR destinés à aider les réfugiés après leur rapatriement sont, bien sûr, élaborés en collaboration étroite avec le gouvernement du pays d'origine et de manière à compléter les services qu'il assure. Ils visent à encourager la réorganisation du foyer et l'autonomie économique le plus rapidement possible, tout en aidant, le cas échéant, au rétablissement de services collectifs tels que l'enseignement, la santé et l'approvisionnement en eau. L'aide conçue expressément pour les femmes doit être soigneusement planifiée et être axée en particulier sur les besoins de la famille et l'enseignement. Ainsi, le programme actuel du HCR au Zimbabwe comporte des projets d'auto-assistance pour la reconstruction de logements traditionnels et une aide sous forme d'ustensiles de ménage, de matériel et de fournitures de base. Les réfugiés reçoivent notamment un paquet de semences afin de pouvoir cultiver quelques légumes en attendant la prochaine grande récolte. Les femmes pouvant être directement affectées par le manque de possibilités d'éducation pour leurs enfants, la réouverture, la remise en état et le rééquipement des écoles est un élément prioritaire du programme du Zimbabwe ainsi que d'autres opérations de rapatriement.

2. Intégration sur place

43. Lorsque le rapatriement volontaire ne peut avoir lieu rapidement, le HCR cherche à encourager l'intégration des réfugiés dans leur pays de premier asile chaque fois que possible. Il vise à faire en sorte que les réfugiés deviennent rapidement autonomes et finissent par avoir les mêmes droits et obligations que la population locale. Une solution de ce genre a des avantages évidents : les réfugiés se trouvent généralement dans un environnement qui leur est assez familier, pas trop loin de leur pays d'origine dans lequel ils peuvent facilement retourner lorsque les circonstances le permettront. Ainsi, les réfugiés du sud du Soudan, qui étaient devenus largement indépendants à M'Boki (République centrafricaine), ont pu se rapatrier volontairement; de même les réfugiés mozambicains des établissements ruraux de Mputa et Matekwe (République-Unie de Tanzanie) ou les Zimbabwéens de Dukwe (Botswana) ont pu retourner chez eux lorsque le régime militaire a pris fin dans leur pays respectif.

44. L'intégration dans les pays développés se fait souvent sur une base individuelle ou familiale, dans le cadre des structures sociales existantes. L'aide directe du HCR est rarement sollicitée et la mesure dans laquelle les problèmes des réfugiées sont résolus dépend en partie de la situation des femmes dans la société d'accueil. Des programmes d'intégration de groupes dans les zones rurales sont néanmoins courants dans les pays en développement, encore qu'un nombre croissant de réfugiés s'orientent maintenant vers les villes.

d) Intégration dans les villes

45. L'intégration des réfugiés dans les régions urbaines dépend de la mesure dans laquelle ils ont les mêmes possibilités d'emploi et d'éducation que les ressortissants du pays d'accueil. Les possibilités d'emploi et les ressources étant limitées dans la plupart des pays d'asile, en particulier dans les pays en développement, les réfugiés, même s'ils appartiennent à la minorité éduquée, sont parfois astreints aux travaux les moins bien rémunérés et les plus nuisibles. Handicapées par les enfants et les responsabilités familiales, les mères réfugiées ont encore moins de possibilités de rechercher un emploi.

46. Afin de faciliter l'intégration des réfugiés urbains, des services d'orientation ont été créés lorsque le nombre important de réfugiés dans les zones urbaines le justifiait. Ces services fournissent des conseils dans des domaines tels que la santé, la protection sociale, l'emploi et l'éducation et, le cas échéant, une assistance matérielle aux personnes dans le besoin. Ils visent à aider les réfugiés à analyser leur propre situation compte tenu des ressources qui peuvent être mises à leur disposition, et donc à les encourager à être indépendants. Les femmes réfugiées se trouvent souvent défavorisées dans ce domaine pour diverses raisons qui tiennent à leur ignorance, au fait qu'elles n'ont pas l'habitude de demander de l'aide, qu'elles ne savent pas à qui s'adresser et qu'elles sont absorbées par les tâches ménagères et les soins à donner aux enfants. Elles n'ont souvent pas l'habitude de se faire entendre, de se mettre en avant ni de façon générale d'attirer l'attention.

47. A titre d'exemple, au Soudan, qui est le pays d'Afrique comptant le plus grand nombre de réfugiés urbains, les services d'orientation du HCR à Khartoum desservent une clientèle à 70 p. 100 masculine. Tant qu'une grande partie des hommes représentent symboliquement leur famille, la plupart des avantages dont pourraient bénéficier les femmes sont perdus. Le Bureau du HCR à Khartoum a tenté de remédier à cette situation avec l'aide du Ministère des affaires sociales, lequel a détaché des travailleurs sociaux auprès des services d'orientation en vue d'atteindre les familles qui ont le plus besoin d'aide matérielle et autre. De plus, le Conseil des Eglises du Soudan a créé, à l'intention des femmes réfugiées et autres, des centres de femmes qui offrent une formation professionnelle dans les domaines de l'artisanat, la couture et la broderie, et le filage. Ils assurent également l'alphabétisation des adultes et des cours sur les soins à donner aux enfants. Du fait de la forte concentration de réfugiés à Khartoum et Port Soudan, les services de santé et d'éducation nationaux sont mis à rude épreuve et l'on prévoit de créer un nouvel établissement semi-urbain à côté de Port Soudan. Celui-ci devrait créer ses propres possibilités d'emploi et ses propres marchés et disposer de ses propres installations communautaires.

48. Les réfugiés latino-américains sont le plus souvent d'origine urbaine. De façon générale, on a constaté que les femmes qui n'avaient pas participé autrefois aux activités politiques de leur mari supportaient mal leur déracinement et qu'il leur était particulièrement difficile de s'adapter à la vie de réfugié. En revanche, les femmes qui étaient politiquement actives s'intégraient souvent plus facilement à de nouvelles sociétés.

49. La situation économique des réfugiés assyriens au Liban est précaire, et typique de celle de nombreux réfugiés en zone urbaine. La plupart d'entre eux étant d'origine rurale, ils n'ont pas les compétences requises dans un environnement urbain. Soixante pour cent des femmes réfugiées complètent les gains de leur mari en travaillant comme domestiques. Les familles ayant une femme pour chef sont parmi les plus pauvres. Bien qu'officiellement il n'y ait aucune discrimination à l'encontre des filles dans l'enseignement, un grand nombre d'entre elles sont obligées d'abandonner leurs études pour remplacer au foyer la mère qui travaille.

50. L'importance du marché de l'emploi local pour aider les réfugiés à devenir autonomes est illustrée par le cas des réfugiés vietnamiens à Hong-kong. Bien que les réfugiés soient en instance de réinstallation, un grand pourcentage d'entre eux réussissent à obtenir des emplois, essentiellement dans des usines et des restaurants (60 à 70 p. 100 des femmes et 50 à 60 p. 100 des hommes). Les femmes contribuent ainsi à assurer l'autosuffisance de la famille et elles disposent de services d'orientation qui les aident à faire face à leurs problèmes particuliers.

51. On s'oriente maintenant vers l'établissement de programmes qui bénéficieront aux réfugiés comme aux habitants des zones urbaines. Ces centres "mixtes", qui sont axés sur les femmes, la santé maternelle et infantile ou les services de garderie, mettent les femmes et les enfants réfugiés en contact plus étroit avec des non-réfugiés, ce qui contribue à atténuer leur sentiment d'isolement dans un nouveau milieu et facilite nécessairement leur intégration durable dans une collectivité.

b) Intégration dans les zones rurales

52. Des centaines de milliers de réfugiés ont trouvé l'espoir d'une nouvelle vie dans des établissements ruraux, en particulier en Afrique, où ce genre d'établissement, assortis de pratiques d'asile généreuses, constituent la solution la plus courante. Les populations de part et d'autre d'une frontière appartiennent souvent aux mêmes groupes ethniques, parlent la même langue et ont des traditions communes. Il arrive dans ces conditions que l'intégration se fasse de façon spontanée et non organisée. Les femmes réfugiées se heurteront aux moins aux mêmes problèmes que dans leur propre pays, mais elles ne peuvent bénéficier facilement d'une assistance. De plus, si ces réfugiés sont peu nombreux, leurs besoins peuvent être satisfaits comme s'il s'agissait d'une famille élargie; en appelant l'attention sur eux les mesures internationales risquent même d'avoir des résultats contraires à ceux qu'on escompte.

53. Les gouvernements des pays d'asile cherchent généreusement à éviter la concentration de réfugiés dans les régions frontalières de manière à réduire les risques de raids ou de représailles transfrontières et les tensions internationales qui en résultent. Une telle politique - qui a l'entier appui du HCR - accroît toutefois les problèmes auxquels se heurtent les femmes réfugiées. Loin de la frontière, l'environnement de l'établissement rural risque d'être moins familier : de nouvelles moeurs, de nouvelles structures agricoles et une langue étrangère perturberont encore plus la vie de famille et accentueront l'isolement et le désarroi ressentis tout particulièrement par la femme réfugiée.

54. Les plans établis à l'intention des personnes auxquelles les gouvernements offrent un asile permanent sont naturellement calqués sur les politiques suivies par ces gouvernements concernant les populations rurales. L'objectif des programmes de réinstallation rurale du HCR est de donner aux réfugiés un niveau de vie comparable à celui de la population locale. Néanmoins, une telle politique risque au départ d'accroître l'aliénation ressentie par les femmes réfugiées, de nouvelles coutumes venant perturber une vie de famille déjà bouleversée. Pour faciliter l'intégration des réfugiés, le HCR a souvent amélioré les conditions de vie de la population locale, en effectuant des travaux d'irrigation et de réfection des routes, en créant des services collectifs communs, etc.

55. L'attribution de terres est un premier élément. Au Soudan, les familles de réfugiés dont le chef est une femme reçoivent un lopin de terre situé bien plus près du village que les familles dont le chef est un homme. A Ulyankulu (République-Unie de Tanzanie) - établissement rural administré sur une base coopérative et doté de services communs - les familles défavorisées et vulnérables se sont vu attribuer des lopins situés près de ces services et ont bénéficié d'une aide spéciale de la collectivité pour les défricher.

56. L'un des premiers objectifs d'un établissement rural est, bien entendu, d'assurer l'autosuffisance alimentaire des réfugiés, ce qui est beaucoup plus difficile pour les familles dont le chef est une femme. De plus, il est évident que nombre de problèmes déjà identifiés sous les rubriques "secours d'urgence" aux femmes réfugiées et "Rapatriement volontaire", se posent également dans les établissements ruraux, en particulier pendant la phase initiale toujours critique. Là encore, des mesures particulières sont donc nécessaires pour assurer aux femmes un traitement juste et équitable.

57. Une aide alimentaire complémentaire peut se révéler nécessaire non seulement pour les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants, mais aussi pour les femmes en général, et en particulier les familles dont elles sont les chefs, une fois que l'ensemble des réfugiés de l'établissement est parvenu à une autosuffisance alimentaire de base. Ces familles risquant de ne pas réellement parvenir à l'autosuffisance, il peut s'avérer nécessaire de rechercher d'autres moyens de subsistance, par exemple l'artisanat traditionnel comme dans le cas des réfugiés en Somalie ou la confection de vêtements et d'uniformes scolaires à domicile, comme en Zambie. Ces produits peuvent alors être vendus ou échangés contre des aliments. L'accent généralement mis sur l'effort personnel dans une société qui renferme suffisamment de possibilités de ce genre pour les femmes est un remède important à l'apathie et au désespoir. Dans certains établissements de Tanzanie les femmes travaillent et s'occupent des jardins potagers de la collectivité. Le principe de l'effort coopératif et de l'interdépendance dans les activités économiques est favorable aux femmes réfugiées, surtout aux chefs de familles, car il est manifestement dans l'intérêt général que chaque membre ou chaque famille de l'établissement apporte une contribution effective et efficace.

58. Il est évident que des mesures spéciales s'imposent pour assurer les soins aux mères et aux enfants dans les dispensaires ruraux et une éducation sanitaire préventive. Ces dispensaires sont un élément standard de tout établissement en zone rurale. Les femmes peuvent avoir besoin d'une orientation plus générale. En Somalie, les femmes réfugiées reçoivent une formation d'instructrice en vue de travailler dans 160 centres où seront offerts aux femmes et aux jeunes filles des cours portant sur toute une gamme de travaux domestiques, y compris l'hygiène, la

/...

salubrité, les soins de santé prénatale et infantile, la nutrition et la conservation et la préparation des aliments. De simples services de garderie sont également offerts dans les camps somaliens, et peuvent contribuer dans une large mesure à assurer l'autosuffisance des familles de réfugiés, en particulier de celles qui ont une femme pour chef. De façon plus générale, l'esprit communautaire qui faisait naturellement partie intégrante de la vie des villages avant l'exode et qui aidait à soutenir les femmes, devra peut-être être ranimé dans l'établissement.

c) Possibilités en matière d'éducation

59. L'éducation joue un rôle essentiel dans l'intégration des réfugiés au sein de nouvelles sociétés et la réalisation de l'autosuffisance économique. Si l'accent est mis sur l'entière participation des réfugiés aux programmes nationaux, complétés par des services spéciaux tels que des cours de langue, des mesures spécifiques peuvent se révéler nécessaires pour répondre aux besoins des réfugiés des centres ruraux et urbains.

60. L'aide du HCR dans le domaine de l'éducation est naturellement offerte aux réfugiés masculins et féminins dans des conditions d'égalité. Le HCR veille à ce que les garçons et les filles réfugiés aient les mêmes possibilités, même si le système socio-culturel du pays d'asile favorise les ressortissants du sexe masculin. Les services d'orientation encouragent vivement les femmes à profiter des possibilités qui leur sont offertes en matière d'éducation et à inciter leurs enfants, garçons et filles, à faire de même. Ils soulignent que les femmes doivent acquérir des connaissances et des compétences nouvelles. En Afrique, où se trouvent la majorité des bénéficiaires des projets du HCR dans le domaine de l'éducation, le Haut Commissariat s'efforce de veiller à ce que les cours offerts aux réfugiés non seulement soient facilement accessibles aux femmes mais aussi soient directement liés à leurs possibilités d'emploi futures. De même, les efforts déployés par le HCR pour que des réfugiés puissent faire leurs études à l'étranger sont orientés essentiellement sur les applications pratiques des connaissances à acquérir.

61. Le degré de participation des femmes réfugiées aux projets d'éducation varie mais la tendance est généralement positive. Lors de l'année universitaire 1974/75, le pourcentage de femmes et de jeunes filles parmi les étudiants réfugiés était de 15,5 p. 100; en 1979/80 il est de 26 p. 100. Des efforts particuliers ont été faits à l'intention des réfugiés d'Afrique australe : 32,5 p. 100 des réfugiés sud-africains bénéficiant de l'aide du HCR dans le domaine de l'enseignement sont des femmes ou des jeunes filles, et dans le cas des réfugiés namibiens ce pourcentage est de 50 p. 100. Il semble que lorsque des réfugiés cherchent l'asile en groupe et en famille, les enfants des deux sexes profitent à peu près également des possibilités d'éducation. Ces indications sont encourageantes mais étant donné qu'il est d'une importance capitale que les femmes réfugiées puissent recevoir une éducation complète et appropriée, les efforts actuels doivent être intensifiés. L'éducation offre aux femmes réfugiées un moyen pratique de surmonter leurs nombreux handicaps.

3. Réinstallation

62. Lorsque ni le rapatriement volontaire ni l'intégration dans le pays d'asile ne constituent une solution pratique, il arrive que les réfugiés doivent être réinstallés dans des pays tiers. La majorité des possibilités de réinstallation

/...

ont été offertes par des pays développés et ce sont des réfugiés d'Indochine et d'Amérique latine qui en ont bénéficié. Les services publics, souvent avec l'aide d'organismes nationaux bénévoles, se chargent de l'intégration des réfugiés et le rôle du HCR se limite généralement à aider ces derniers à obtenir les possibilités de réinstallation nécessaires et à les préparer à leur nouvelle vie.

63. Le HCR a pris des mesures spéciales en vue de la réinstallation des femmes réfugiées qui sont mères célibataires ou veuves. De même, il veille à ce que les enfants non accompagnés ne soient pas réinstallés tant que toutes les possibilités de retrouver leur mère ou des parents proches dans le pays d'asile n'ont pas été épuisées. Le HCR encourage les pays d'asile éventuels à prévoir des quotas distincts pour les catégories de réfugiés vulnérables. Toutefois, le ménage polygame, situation qui peut entraîner de grandes souffrances pour les femmes réfugiées, pose un problème qu'il s'est avéré plus difficile de résoudre, de nombreux pays de réinstallation n'étant pas disposés à admettre ces familles dans leur intégralité.

64. La réinstallation pose souvent de gros problèmes aux réfugiés, qui doivent s'adapter à un style de vie totalement nouveau et à un environnement économique, social et culturel qui leur est étranger. L'adaptation nécessaire est particulièrement difficile pour de nombreuses femmes réfugiées. Par exemple, les femmes qui sont habituées à vivre au sein d'une famille élargie peuvent ressentir un sentiment d'isolement aigu dans une société dont elles ignorent la langue et où la famille nucléaire est la norme.

65. Dans ces conditions, les mesures prises pour préparer les réfugiés à se réinstaller revêtent une importance particulière. Des programmes d'introduction à la vie dans un nouveau pays, des cours de langue et une formation professionnelle sont donc organisés à leur intention avant leur départ des camps situés dans le pays de premier asile. Comme on l'a vu par ailleurs, les femmes réfugiées répugnent parfois à assister à ces cours, en raison par exemple de tabous sociaux traditionnels ou des exigences familiales. Il est très important de déployer des efforts particuliers pour encourager les femmes réfugiées - en particulier les chefs de famille - à assister à ces cours si l'on ne veut pas qu'elles commencent leur nouvelle vie avec un handicap au départ.

III. AIDE AUX PERSONNES DEPLACEES

66. Ces dernières années, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a prié le Haut Commissaire de fournir une assistance aux personnes déplacées dans plusieurs pays. De vastes programmes d'aide matérielle ont été mis en oeuvre en faveur des personnes déplacées à l'intérieur de l'Angola, de la Guinée-Bissau, du Liban, du Mozambique, de la République démocratique populaire lao, du Viet Nam et de Chypre. Le programme en cours au Zimbabwe porte également sur les personnes déplacées à l'intérieur du pays. Un certain nombre des conditions rencontrées parmi les réfugiés et les groupes d'anciens exilés se retrouvent parmi ces personnes déplacées. En tant que ressortissants de leur propre pays, ils n'ont pas besoin de la même protection juridique que les réfugiés, mais ils ont souvent besoin de la même aide matérielle. C'est au premier stade de la réintégration, lorsque les intéressés ont été rapatriés dans leurs villages d'origine, que le HCR intervient. La réunion des familles est souvent un élément essentiel de ces programmes. Comme dans d'autres situations, les familles ayant une femme pour chef sont particulièrement vulnérables. Elles courent le risque de se voir attribuer un logement et des terres de qualité inférieure et d'être oubliées au moment de la distribution des outils agricoles. Il arrive aussi que ces femmes soient mal préparées à revendiquer les avantages sociaux auxquels elles ont droit. De façon générale, les problèmes identifiés et les mesures suggérées dans le cas des femmes "rapatriées" volontaires s'appliquent aux femmes déplacées à l'intérieur d'un pays.

IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

67. L'objet du présent rapport est de mettre en lumière la vulnérabilité particulière des femmes réfugiées et de suggérer des moyens de résoudre leurs problèmes. Pour y parvenir et pour que les femmes réfugiées bénéficient d'un traitement juste et équitable, une absence de discrimination apparente à leur rencontre ne suffit pas. Leur situation exige que l'on prenne des mesures visant spécifiquement à les favoriser. Le fait que l'attitude d'une société à l'égard des femmes se répercutera nécessairement sur les réfugiées ne doit pas servir d'excuse à l'inaction. Quel que soit le sort des femmes dans un pays d'origine ou d'asile, tout concourt à rendre la vie des femmes réfugiées difficile, ce qui constitue pour elles un nouvel handicap et aggrave l'ancien.

68. Nombre de problèmes et de difficultés ont été identifiés et des recommandations pratiques ont été faites pour les résoudre. Du fait du rôle essentiel des femmes au sein de la famille, c'est toute la famille - et même toute la communauté - et pas seulement les femmes qui souffrent si ces problèmes et difficultés ne sont pas résolus. De même, le fardeau qui pèse sur le pays d'asile et la communauté internationale en sera indirectement alourdi.

69. Il y a relativement peu de temps que le problème des femmes réfugiées retient l'attention. Toutefois, ses dimensions sont déjà bien connues, de même que les responsabilités de la communauté internationale. Des études et des travaux de recherches plus détaillés doivent être faits par ceux qui s'occupent des réfugiés et leurs conclusions doivent être largement diffusées.

70. En résumé, des mesures spécifiques doivent être prises pour faire face aux besoins des femmes réfugiées. Ces mesures doivent avoir une large portée et encourager les femmes réfugiées à être autonomes et à s'employer activement à résoudre leurs problèmes, avec l'assistance extérieure nécessaire. L'accès à cette aide, sous toutes ses formes, doit être garanti à toutes les femmes qui en ont besoin, et les services d'orientation et les services collectifs, visant en particulier les réfugiées des villes, doivent s'efforcer de les atteindre. Les femmes réfugiées doivent être étroitement associées à la mise au point des mesures destinées à répondre à leurs besoins.
